

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2133

[C — 2004/29188]

12 MAI 2004. — Décret relatif à la promotion des activités culturelles dans l'Enseignement (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « opérateur culturel » : toute personne morale, à l'exclusion des sociétés commerciales, reconnue ou subventionnée par la Communauté française, dont l'objet social ou l'activité relève des secteurs culturels et artistiques ressortissant aux compétences des Services du Gouvernement de la Communauté française, ainsi que toute personne physique attestant d'une compétence et d'une expérience professionnelle artistique et pédagogique.

2° « écoles » : les établissements d'enseignement organisant un enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire, un enseignement secondaire ordinaire de plein exercice ou un enseignement spécial, quel que soit le type de réseau d'enseignement.

CHAPITRE II. — Objet et dispositions générales

Art. 2. Le présent décret a pour objet d'établir entre les opérateurs culturels et les écoles des collaborations durables destinées à permettre aux élèves des écoles concernées, par la pratique d'activités culturelles et artistiques, de développer leur créativité, d'éveiller leur sensibilité, de diversifier leurs connaissances et de s'exprimer de manière originale, notamment dans le cadre d'activités portant sur des enjeux de citoyenneté et de démocratie.

En outre, accéder à la culture de manière régulière, tout au long d'une année scolaire, tend à susciter l'expression du sens critique des élèves.

Art. 3. Lorsqu'il conclut un contrat programme ou une convention avec un opérateur culturel, dans le cadre de la réglementation en vigueur dans les secteurs culturel et artistique de ses services, le Gouvernement veillera à responsabiliser cet opérateur culturel quant à sa mission d'approche du public scolaire.

CHAPITRE III. — Appels à projets

Art. 4. Le Gouvernement communique chaque année un appel à projets aux opérateurs culturels. Cet appel à projets invite les opérateurs culturels à introduire auprès de ses services un ou plusieurs projets d'activités culturelles s'inscrivant dans le prescrit de l'article 2 du présent décret et mettant en œuvre une collaboration entre un ou plusieurs opérateurs culturels et une ou plusieurs écoles.

Le Gouvernement arrête la forme de cet appel à projets, la date à laquelle il est communiqué aux opérateurs culturels, ainsi que les modalités de publicité de cet appel à projets. Il arrête la forme, les modalités et délais d'introduction ainsi que le contenu des projets d'activités culturelles à introduire auprès de ses services.

Art. 5. Le nombre de projets que peut présenter un opérateur culturel n'est pas limité. Le projet d'activités culturelles précise la période d'organisation de ces activités qui s'inscrit :

1° soit dans le cadre de l'année scolaire suivante et pour lequel seule une subvention ponctuelle peut être obtenue dans le cadre du présent décret;

2° soit selon une répartition des activités portant sur deux ou trois années scolaires consécutives et pour lequel une convention telle que précisée à l'article 14 peut être conclue.

Art. 6. Pour être recevable, le projet d'activités culturelles doit comprendre l'engagement du ou des opérateurs culturels à assurer l'organisation des activités conformément à un projet de convention de partenariat à conclure avec l'école et comprenant un projet de budget. Il doit en outre être établi sur toute la durée de l'année scolaire.

Le Gouvernement arrête le contenu de cette convention de partenariat.

Si l'opérateur culturel bénéficie d'un contrat programme avec la Communauté française, il fait état de l'existence de ce contrat programme lors de la remise de son projet d'activités culturelles.

L'opérateur culturel qui introduit un projet dans un même établissement, deux années consécutives, ou deux projets consécutifs, motive, dans son dossier, la nécessité de ce renouvellement.

CHAPITRE IV. — La Commission de sélection et d'évaluation

Art. 7. Il est institué une Commission de sélection et d'évaluation, chargée de sélectionner et d'évaluer les projets présentés, dénommée ci-après « la Commission ».

La Commission est présidée par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son délégué.

Elle est composée :

1° de deux représentants du Gouvernement;

2° du Directeur général de la Direction générale de la Culture ou son délégué;

3° du fonctionnaire dirigeant du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias ou son délégué;

4° du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou son délégué;

5° de quatre représentants d'opérateurs culturels désignés par le Gouvernement pour une période de trois ans, après appel aux candidatures dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement;

6° du Directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française ou son délégué;

7° de trois représentants désignés par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs;

8° d'un secrétaire, désigné selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Les membres visés aux points 1° à 7°, ainsi que le Président, siègent avec voix délibérative. Le membre visé au 8° siège avec voix consultative.

La Commission recourt, à chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à l'avis d'experts ayant voix consultative.

Art. 8. La Commission est chargée :

1° de statuer sur la recevabilité des projets;

2° d'examiner l'adéquation de l'objectif de chaque projet avec l'objectif poursuivi par le présent décret;

3° d'examiner pour chaque projet l'adéquation des moyens humains et/ou matériels déterminés avec les activités proposées et s'il échet, de proposer des ajustements des moyens humains et/ou matériels;

4° d'approuver et de sélectionner un projet maximum par an par établissement scolaire;

5° de proposer l'octroi des subventions dans les limites fixées aux articles 11 et 12;

6° de procéder aux évaluations visées à l'article 17.

Art. 9. § 1^{er}. La Commission sélectionne les projets en fonction principalement des critères suivants :

1° le projet repose sur une convention de partenariat co-signée par l'opérateur culturel et la ou les écoles concernées par le projet sur la durée de l'année scolaire;

2° le projet constitue un prolongement des enseignements dispensés dans l'école concernée et s'appuie sur les programmes scolaires;

3° le projet comporte au moins une activité se déroulant en dehors de l'école;

4° le projet est présenté par un opérateur culturel pouvant justifier d'expériences et de qualités pédagogiques suffisantes;

§ 2. La Commission porte également une attention particulière, dans sa mission de sélection, aux projets à destination d'un public qui éprouve des difficultés d'accès à la culture et aux pratiques artistiques et culturelles. Elle porte également une attention particulière à la répartition géographique des projets, ainsi qu'aux différents réseaux et degrés d'enseignement.

§ 3. La Commission fera en sorte de sélectionner des projets variés afin que toutes les disciplines artistiques puissent trouver écho au sein d'un public scolaire.

Art. 10. La Commission est convoquée par le Président qui fixe l'ordre du jour des travaux.

La Commission ne délibère valablement que si la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

La Commission prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents. Le Gouvernement arrête les autres modalités de fonctionnement de la Commission.

CHAPITRE V. — *Octroi, liquidation et justification des subventions*

Art. 11. Chaque année, une fois le budget général des dépenses adopté, le Gouvernement communique à la Commission le montant des crédits disponibles pour l'application du présent décret.

En tout état de cause, à partir de 2005, un montant d'au moins 55 800 EUR est attribué, chaque année, à des projets spécifiques impliquant des écoles en discrimination positive.

Art. 12. La Commission propose au Gouvernement le montant des subventions à allouer à chaque projet qu'elle a préalablement sélectionné. Le montant annuel maximum de la subvention pouvant être octroyé pour un projet est arrêté par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête le délai dans lequel les propositions de sélection et de subvention de la Commission lui sont transmises.

Dans la limite des crédits disponibles, sur proposition de la Commission, le Gouvernement attribue les subventions aux projets sélectionnés.

Cette décision est notifiée à l'opérateur culturel concerné. L'école partenaire de chaque projet sélectionné et subventionné est informée de cette décision.

La subvention est allouée aux opérateurs culturels dont le projet est sélectionné.

Art. 13. Lorsqu'un projet sélectionné nécessite un financement s'étalant sur deux ou trois années scolaires consécutives, sur proposition de la Commission, une convention est conclue entre la Communauté française et l'opérateur culturel concerné. Le cas échéant, cette convention peut être conclue avec plusieurs opérateurs culturels, s'ils proposent un projet en partenariat.

Le Gouvernement fixe la forme et le contenu de cette convention, ainsi que le montant maximal annuel qui peut être alloué en vertu de cette convention.

Cette convention précise notamment les activités culturelles qui seront réalisées, les modalités d'évaluation de celles-ci, les budgets alloués, les dates d'entrée en vigueur et d'échéance de la convention, les modalités de modification, de suspension ou de résiliation de la convention, et le délai de transmission d'un rapport final d'activités.

Aucune convention ne peut être conclue en vertu de l'alinéa 1^{er} si l'opérateur, ou les opérateurs culturel(s) concerné(s) ne produisent pas, au préalable, une convention de partenariat conclue, pour la même durée que la convention visée à l'alinéa 1^{er}, avec l'école, ou, le cas échéant, les écoles, partenaire(s) du projet.

Aucune convention ne peut être conclue en vertu de l'alinéa 1^{er} si l'opérateur culturel concerné est une personne physique.

Chaque année, le Gouvernement réserve 66% du budget alloué à l'application du présent décret aux projets ne faisant pas l'objet d'une convention.

Art. 14. Les modalités de liquidation de la subvention sont les suivantes, sans préjudice de l'application de l'article 12, alinéa 2, et de l'article 13, alinéa 2 :

1° si le montant total octroyé ne dépasse pas un montant arrêté par le Gouvernement, la subvention est liquidée en une seule tranche, dans un délai de trois mois au plus tard à dater de la notification de la décision du Gouvernement à l'opérateur culturel, visée à l'article 12, alinéa 4;

2° si le montant total octroyé dépasse ce montant, la liquidation de la subvention est effectuée en deux tranches. Une première tranche de 80 % est liquidée dans le délai fixé au 1°. Le solde, soit 20 %, est liquidé sur production d'une déclaration de créance à laquelle sont annexés le bilan financier du projet, un rapport d'activités ainsi que les pièces comptables justifiant l'utilisation de la subvention allouée.

Art. 15. La subvention est octroyée pour une année scolaire et est justifiée par les dépenses réellement consenties par l'opérateur culturel durant l'année scolaire correspondante. Au terme de l'année scolaire, l'opérateur culturel est tenu de communiquer au Gouvernement au plus tard pour le 30 juin un tableau de recettes et dépenses relatives au projet financé faisant distinctement apparaître les dépenses engagées, dans le respect du budget proposé lors de la remise du projet.

L'opérateur culturel transmet en outre à l'école concernée, pour avis, un rapport d'activités relatif au projet subventionné. Après avis de l'école concernée, ce rapport d'activités est transmis par l'opérateur culturel au Gouvernement et à la Commission. A défaut d'avis de l'école concernée dans les deux mois de la transmission du rapport par l'opérateur, cet avis est réputé positif.

Art. 16. Le Gouvernement arrête les autres modalités de liquidation et de justification des subventions.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 17. La Commission établit au terme de chaque année scolaire un rapport portant sur l'évaluation de l'application du présent décret et comprenant des recommandations visant à améliorer celle-ci. Ce rapport est transmis au Gouvernement pour le 31 décembre suivant l'année scolaire concernée. Ce rapport reprend la liste de l'ensemble des projets déposés ainsi qu'un court descriptif de ceux-ci.

Art. 18. L'Observatoire des politiques culturelles créé par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 a pour mission d'analyser, d'évaluer et de faire connaître un maximum d'initiatives prises dans ce domaine, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 19. Par exception à l'article 6, pour l'année 2004, les projets soumis à la Commission et, le cas échéant, retenus par celle-ci, peuvent être relatifs à l'année scolaire en cours.

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Séance 2003-2004.*

Documents du Conseil . – Projet de décret, n° 545-1. – Amendements de commission, n° 545-2.

Rapport, n° 545-3.

Compte rendu intégral — Discussion et adoption. — Séance du 5 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2133

[C — 2004/29188]

12 MEI 2004. — Decreet betreffende de promotie van culturele activiteiten in het onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit decreet verstaan we onder :

1° culturele operator' : elke rechtspersoon, met uitzondering van commerciële ondernemingen, die erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, waarvan het sociale doel of de activiteit valt onder de culturele en artistieke sectoren die vallen onder de bevoegdheden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, alsook elke fysieke persoon die een professionele, artistieke en pedagogische vaardigheid en ervaring kan bewijzen.

2° scholen' : onderwijsinstellingen die kleuter-, primair of basisonderwijs, voltijds gewoon of buitengewoon secundair onderwijs organiseren, eender tot welk onderwijsnetwerk ze behoren.

HOOFDSTUK II. — *Doel en algemene bepalingen*

Art. 2. Dit decreet heeft tot doel duurzame samenwerkingen op te starten tussen culturele operatoren en scholen, zodat de leerlingen van de betrokken scholen door de praktijk van culturele en artistieke activiteiten hun creativiteit kunnen ontwikkelen, hun gevoeligheid kunnen aanwakkeren, hun kennis kunnen diversifiëren en zich op een originele manier kunnen uitdrukken, met name in het kader van activiteiten die te maken hebben met burgerzin en democratie.

Bovendien spoort een regelmatige blootstelling aan cultuur tijdens heel het schooljaar de leerlingen aan om zich kritisch te uiten.

Art. 3. Wanneer zij een programmacontract of een overeenkomst sluit met een culturele operator, binnen het kader van de reglementering die van kracht is in de culturele en artistieke sectoren van haar diensten, zal de Regering deze culturele operator op zijn verantwoordelijkheid wijzen in verband met zijn aanpak van het schoolpubliek.

HOOFDSTUK III. — *Oproep voor projecten*

Art. 4. De Regering deelt elk jaar een oproep voor projecten mee aan de culturele operatoren.

Deze oproep voor projecten nodigt de culturele operatoren uit om bij de Regeringsdiensten een of meerdere projecten voor culturele activiteiten in te dienen, die passen in het kader van de bepalingen van artikel 2 van dit decreet en die een samenwerking opstellen tussen een of meerdere culturele operatoren en een of meerdere scholen.

De Regering bepaalt de vorm van deze oproep voor projecten, de datum waarop hij wordt meegedeeld aan de culturele operatoren, alsook de modaliteiten voor de bekendmaking van deze oproep voor projecten.

Zij bepaalt de vorm, de modaliteiten en de indieningstermijn, alsook de inhoud van de projecten voor culturele activiteiten in te dienen bij haar diensten.

Art. 5. Het aantal projecten dat een culturele operator mag indienen is onbeperkt.

Het project voor culturele activiteiten preciseert de periode voor de organisatie van de activiteiten die past in :

1° ofwel in het kader van het volgende schooljaar en waarvoor enkel een gerichte subsidie kan worden verkregen in het kader van dit decreet;

2° ofwel volgens een verdeling van de activiteiten over twee of drie opeenvolgende schooljaren en waarvoor een overeenkomst, zoals gepreciseerd in artikel 14, kan worden gesloten.

Art. 6. Om ontvankelijk te zijn, moet het project voor culturele activiteiten een verbintenis omvatten van de culturele operator(en) ter verzekering van de organisatie van de activiteiten conform een project voor een partnerschapovereenkomst, te sluiten met de school, samen met een ontwerpbegroting.

De Regering bepaalt de inhoud van deze partnerschapovereenkomst.

Als de culturele operator een programmacontract afsloot met de Franse Gemeenschap, vermeldt hij het bestaan van dit programmacontract bij de indiening van zijn project voor culturele activiteiten.

De culturele operator die een project indient voor eenzelfde instelling tijdens twee opeenvolgende jaren, of twee opeenvolgende projecten, motiveert in zijn dossier de noodzaak van deze verlenging.

HOOFDSTUK IV. — *De Commissie voor selectie en evaluatie*

Art. 7. Er wordt een commissie voor de selectie en de evaluatie aangesteld, belast met het selecteren en evalueren van de ingediende projecten, die hieronder de Commissie' wordt genoemd.

De Commissie wordt voorgezeten voor de Algemeen Secretaris van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde.

Ze is samengesteld uit :

1° twee vertegenwoordigers van de Regering;

2° de Directeur-generaal van het Directoraat-Generaal voor cultuur of zijn afgevaardigde;

3° de leidend ambtenaar van de Algemene dienst voor de audiovisuele sector en de multimedia of zijn afgevaardigde;

4° de Directeur-generaal van het Directoraat-Generaal voor het verplichte onderwijs of zijn afgevaardigde;

5° vier vertegenwoordigers van de culturele operatoren aangeduid door de Regering voor een periode van 3 jaar, na een oproep voor kandidaturen waarvan de modaliteiten worden vastgelegd door de Regering;

6° de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst voor pedagogische zaken en de sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;

7° drie vertegenwoordigers aangeduid door de organen van vertegenwoordiging en coördinatie van de inrichtende machten;

8° een secretaris, aangeduid volgens de modaliteiten vastgelegd door de Regering.

De leden bedoeld in punten 1° tot 7°, alsook de Voorzitter, zijn stemgerechtigd. Het lid bedoeld in 8° heeft enkel een adviserende stem.

De Commissie doet, telkens zij het nodig acht, een beroep op de mening van experts die een adviserende stem hebben.

Art. 8. De Commissie is belast met :

- 1° het beslissen over de ontvankelijkheid van de projecten;
- 2° het bestuderen van de overeenstemming van de doelstelling van elk project met de doelstelling die wordt vooropgesteld in dit decreet;
- 3° voor elk project de afstemming bestuderen van de vastgestelde menselijke en/of materiële middelen met de voorgestelde activiteiten, en als deze niet voldoet aanpassingen aan de menselijke en/of materiële middelen voorstellen;
- 4° maximaal één project goedkeuren en selecteren per jaar en per onderwijsinstelling;
- 5° de toekenning van subsidies voorstellen binnen de beperkingen vastgelegd in artikels 11 en 12;
- 6° overgaan tot de evaluaties bedoeld in artikel 17.

Art. 9. § 1. De Commissie selecteert de projecten hoofdzakelijk in functie van de volgende criteria :

- 1° het project berust op een partnerschapovereenkomst mede getekend door de culturele operator en de school/scholen die betrokken is/zijn bij het project gedurende de duur van het schooljaar;
- 2° het project vormt een voortzetting van het onderricht dat wordt gegeven in de betrokken school en sluit aan bij het programma van de school;
- 3° het project omvat minstens één activiteit die zich buiten de school afspeelt;
- 4° het project wordt voorgesteld door een culturele operator die voldoende pedagogische kwaliteiten en ervaring kan bewijzen;

§ 2. De Commissie besteedt, binnen haar selectieopdracht, bijzondere aandacht aan de projecten gericht aan een publiek dat moeilijkheden ondervindt bij de toegang tot de cultuur en tot artistieke en culturele activiteiten. Ze besteedt eveneens een bijzondere aandacht aan de geografische spreiding van de projecten, alsook aan de verschillende onderwijsnetwerken en graden.

§ 3. De Commissie zal gevarieerde projecten selecteren, zodat alle artistieke disciplines aanbod kunnen komen en hun weerklink kunnen vinden bij het schoolpubliek.

Art. 10. De Commissie wordt bijeengeroepen door de Voorzitter die de agenda van de werkzaamheden vastlegt.

De Commissie kan enkel geldige besluiten nemen als de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

De Commissie neemt beslissingen bij een tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

De Regering bepaalt de andere werkingsmodaliteiten van de Commissie.

HOOFDSTUK V. — *Toekenning, liquidatie en rechtvaardiging van subsidies*

Art. 11. Elk jaar, wanneer het algemene budget van de uitgaven is aangenomen, deelt de Regering aan de Commissie het bedrag van de beschikbare gelden voor de toepassing van dit decreet mee.

In ieder geval wordt er vanaf 2005 jaarlijks een bedrag van minstens 55.800 EUR toegekend aan specifieke projecten die scholen voor positieve discriminatie betrekken.

Art. 12. De Commissie stelt aan de Regering een subsidiebedrag voor, voor elk project dat ze vooraf selecteerde.

Het jaarlijkse maximumbedrag voor een subsidie dat kan worden toegekend aan een project wordt vastgelegd door de Regering.

De Regering bepaalt de termijn waarbinnen de geselecteerde voorstellen en de subsidie van de Commissie aan haar moeten worden doorgegeven.

Binnen de beperking van de beschikbare gelden, en op voorstel van de Commissie, kent de Regering subsidies toe aan de geselecteerde projecten. De betrokken culturele operator wordt van deze beslissing op de hoogte gebracht. De partnerschool van elk geselecteerd en gesubsidieerd project wordt eveneens van deze beslissing op de hoogte gebracht.

De subsidie wordt toegekend aan de culturele operators waarvan het project wordt gekozen.

Art. 13. Wanneer een geselecteerd project een financiering vereist gespreid over twee tot drie opeenvolgende schooljaren, wordt er, op voorstel van de Commissie, een overeenkomst gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de betrokken culturele operator. Als het geval zich voordoet, kan deze overeenkomst worden gesloten met meerdere culturele operators, als ze een project voorstellen binnen een partnerschap.

De Regering legt de vorm en de inhoud van deze overeenkomst vast, alsook het jaarlijkse maximumbedrag dat kan worden toegekend krachtens deze overeenkomst.

Deze overeenkomst precificeert met name de culturele activiteiten die zullen worden uitgevoerd, de evaluatiemodaliteiten ervan, de toegekende budgetten, de data van het van kracht gaan en van het vervallen van de overeenkomst, de modaliteiten voor verandering, opschorting of ontbinding van de overeenkomst, en de termijn voor

het doorgeven van een eindverslag over de activiteiten.

Er kan geen enkele overeenkomst worden gesloten krachtens alinea 1 als de betrokken culturele operator/operators niet, op voorhand, een gesloten partnerschapovereenkomst voorlegt/voorleggen, voor dezelfde duur als de overeenkomst bedoeld in alinea 1, met de school of, als het geval zich voordoet, scholen, die partner zijn in het project.

Er kan geen enkele overeenkomst worden gesloten krachtens alinea 1 als de betrokken culturele operator een fysiek persoon is.

Elk jaar reserveert de Regering 66 % van het budget toegekend voor de toepassing van dit decreet voor projecten die geen voorwerp uitmaken van een overeenkomst.

Art. 14. De modaliteiten voor de liquidatie van de subsidies zijn de volgende, zonder afbreuk te doen aan de toepassing van artikel 12, alinea 2, en artikel 13, alinea 2 :

1° als het totale toegekende bedrag niet hoger ligt dan het bedrag vastgesteld door de Regering, wordt de subsidie geliquideerd in een enkele schijf, binnen een termijn van drie maanden ten laatste beginnende vanaf de datum waarop de Regering de beslissing meedeelt aan de culturele operator, bedoeld in artikel 12, alinea 4;

2° als het totale toegekende bedrag hoger ligt dan dit bedrag, wordt de liquidatie van de subsidie uitgevoerd in twee schijven. Een eerste schijf van 80 % wordt geliquideerd binnen de termijn vastgelegd in 1°. Het saldo, of 20 %, wordt geliquideerd na het voorleggen van een schuldverklaring, vergezeld van de financiële balans van het project, een activiteitenverslag en stukken van de boekhouding die bewijs leveren over het gebruik van de toegekende subsidie.

Art. 15. De subsidie wordt toegekend voor een schooljaar en wordt gerechtvaardigd door de uitgaven die werkelijk worden toegestaan door de culturele operator tijdens het overeenstemmende schooljaar.

Aan het einde van het schooljaar moet de culturele operator ten laatste op 30 juni een overzicht doorgeven aan de Regering met de ontvangsten en uitgaven van het gefinancierde project, waarbij een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen de gedane uitgaven, binnen het respect voor het budget dat werd voorgesteld bij de indiening van het project.

De culturele operator overhandigt bovendien, ter kennisneming, aan de betrokken school een activiteitenverslag over het gesubsidieerde project. Na de kennisneming door de betrokken school, wordt dit activiteitenverslag door de culturele operator doorgegeven aan de Regering en aan de Commissie. Als de betrokken school geen kennis heeft genomen van het verslag binnen de twee maanden nadat het verslag door de operator werd doorgegeven, geldt de kennisneming als positief.

Art. 16. De Regering bepaalt de andere modaliteiten betreffende de liquidatie en de rechtvaardiging van de subsidies.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 17. De Commissie stelt aan het einde van elk schooljaar een verslag op met de evaluatie van de toepassing van dit decreet en met aanbevelingen voor de verbetering ervan. Dit verslag wordt aan de Regering doorgegeven op 31 december volgend op het betrokken schooljaar. Dit verslag herneemt de lijst met alle voorgestelde projecten, alsook een korte beschrijving ervan.

Art. 18. Het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake cultuur' gecreëerd per Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap op 26 april 2001, heeft als opdracht het analyseren, evalueren en bekendmaken van zoveel mogelijk initiatieven die worden genomen binnen dit domein, volgens de modaliteiten vastgelegd door de Regering.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 19. Als uitzondering op artikel 6, kunnen, voor het jaar 2004, de projecten die worden voorgelegd aan de Commissie en die, als het geval zich voordoet, worden weerhouden door deze Commissie, betrekking hebben op het lopende schooljaar.

Art. 20. Dit decreet wordt van kracht op 1 juli 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie
en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. – Ontwerp van decreet, nr. 545-1. – Commissie-amendementen, nr. 545-2.

Verslag, nr. 545-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 5 mei 2004.